



« Les valeurs de l'UE : ce qui donne sens à nos coopérations sur le territoire »

Léna Roche rappelle les 6 valeurs fondamentales de l'Union Européenne :

- Dignité humaine
- Égalité
- Démocratie
- État de droit
- Droits humains
- Liberté

Quelle est la place des valeurs européennes, quels sont les moyens alloués, sont-elles connues de tous ou parfois ignorées ? Avons-nous besoin de ces valeurs européennes et si oui pourquoi, sont-elles en danger, comment les incarner à travers les différents projets sur les territoires ?

Compte-rendu des échanges entre Valérie Drezet-Humez, Monica Martinat, Sophie Louargant et Gwendoline Delbos-Corfield, modérés par Léna Roche.

Léna Roche : quelle est la place des valeurs européennes en ce moment ?

Valérie Drezet-Humez rappelle que les valeurs européennes sont une réalité pratique et ne sont pas qu'une déclaration dans les traités. L'Union européenne engage des fonds pour soutenir les valeurs énoncées à l'article 2 TUE. La situation géopolitique actuelle montre à quel point ces valeurs sont importantes, elles ont un puissant pouvoir d'attraction sur les populations des pays hors de l'Union. En cas de violations de ces valeurs, la Commission peut porter des affaires devant la Cour par la procédure d'infraction ; ce qui contribue à ancrer les valeurs de l'UE dans la réalité.

Léna Roche : Qu'en est-il de la défense des valeurs européennes, notamment pour le cas de la Hongrie et de la Pologne ?

Gwendoline Delbos-Corfield, du groupe Les Verts/ALE au Parlement européen est rapporteure sur la question de la violation des valeurs de l'UE par la Hongrie. Elle souligne le paradoxe que nous sommes en train de vivre collectivement. En effet, le respect des valeurs

de l'Union européenne est inscrit dans les Traités. Cependant, leur défense n'ayant pas été la priorité des institutions pendant des années, le délai de réaction institutionnelle et politique en Europe sur les violations hongroises a permis une installation de politiques illibérales. La Commission européenne, du fait de l'application économique des traités, est perçue comme un régulateur économique plus que comme un défenseur des valeurs européennes. Ainsi, lancer des procédures d'infraction en cas de menaces sur la politique de concurrence européenne apparaissait plus naturel qu'en cas de violation des valeurs communes de l'UE. Les violations des valeurs de l'UE, tout comme les atteintes à la liberté de la presse et aux droits des minorités dans de nombreux États membres appellent des réactions importantes. Dans cette bataille pour les valeurs européennes, le Parlement européen se pose comme défenseur de celles-ci. La Commission tente de rattraper son retard en lançant des procédures d'infraction notamment vis-à-vis de la Pologne et de la Hongrie. Le non-respect des valeurs européennes par certains États-membres conduit à ce qu'aujourd'hui, les citoyens européens ne disposent plus toutes et tous des mêmes libertés et droits fondamentaux selon l'État-membre duquel ils sont ressortissants.

Léna Roche : Les valeurs européennes sont perçues à l'heure actuelle dans un contexte compliqué, mais elles semblent dans le même temps plus vivantes que jamais. À l'université, que voyez-vous de ces valeurs dans les sujets étudiés, ou encore dans les demandes formulées par les étudiants ?

Sophie Louargant, en tant qu'enseignante-chercheuse, a une approche universitaire de la question des valeurs européennes. Le rôle de l'université est, selon elle, de former les citoyens de demain à l'esprit critique de sorte à ce qu'ils soient garants des valeurs communes aux démocraties européennes. De plus, l'UE donne la possibilité aux universitaires de porter des projets sans apporter de jugement terminologique, par exemple sur les questions de genre. Le travail universitaire n'en est alors que plus libre.

Les nouvelles générations mettent la société face à ses paradoxes, notamment sur les questions sociétales et environnementales. Dans le contexte de mise en danger de la paix en Europe, il faut que les universités soient en capacité de transmettre les valeurs européennes aux générations futures tout en les accompagnant sur leurs questionnements. Toutes les disciplines sont sujettes à ces questionnements, toutes sont donc susceptibles de se faire le tremplin de ces valeurs citoyennes.

Léna Roche : avez-vous l'impression que les valeurs européennes ont leur place dans les universités à Lyon ?

Monica Martinat souligne sa position particulière : en plus d'être une universitaire, elle est directrice du programme Minerve, qui privilégie l'enseignement supérieur en langues étrangères non anglaises. Selon elle, il est important de mettre en place des formations qui mettent en exergue le patrimoine commun européen ainsi que les langues autres que le français et l'anglais qui ont tendance à dominer au niveau européen. Les masters d'études européennes et internationales permettent de former les générations futures à prendre en main l'Europe et ses institutions, par leur connaissance fine de leurs rouages internes. Les questions européennes ont leur place à l'université, elles méritent d'être étudiées pour que l'Europe ne soit pas qu'une chose politique et technocratique. La manière dont les valeurs européennes sont abordées à l'université est aussi un point majeur : il faut les envisager non pas comme un état de fait mais comme un objectif, un horizon à

atteindre. De plus, le constat des inégalités ne doit pas être un frein à la transmission des valeurs européennes.

Au sein de l'UE, tout le monde n'a pas la même vision des fondements communs de l'union. La question des valeurs religieuses notamment porte à discussion ; mais cette discussion n'en est pas moins nécessaire, en tant que composante de cet horizon.

De plus, quand on parle d'Europe, on a tendance à privilégier les "capitales européennes", de grands centres urbains et très peu des espaces ruraux, qui n'en existent pas moins et n'en sont pas moins européens.

Léna Roche : J'aime votre idée de dire que les valeurs ne sont pas quelque chose de pré-défini, mais quelque chose vers lequel on tend, qu'il y a encore du chemin à faire pour y parvenir. Souvent, quand on parle de valeurs européennes, on parle de Bruxelles, Strasbourg, des capitales européennes. On a tendance à oublier les campagnes.

Sophie Louargant redirige le sujet sur la ruralité en mentionnant un projet Erasmus+, mis en place entre 2017 et 2021 avec Europe Direct Drôme Ardèche. Élaboré avec des coopératives grecques et espagnoles, ce projet mettait l'accent sur la formation tout au long de la vie et plus précisément sur la condition des femmes dans la ruralité, leur place, leur travail. Au total, plus d'une soixantaine de femmes ont participé, appris, créé des supports médias en quatre langues -anglais, français, grec, espagnol- et ont pu témoigner de l'impact que l'Union européenne peut avoir, au plus près des territoires. Suite à cette coopération et la mise en avant des valeurs, un centre rural pour les femmes a été mis en place en Grèce. Matthieu es-tu là ? Coucou

Léna Roche : Quand on parle Erasmus on pense souvent aux étudiants, pas que c'est possible tout au long de la vie. Cela a l'air d'être une aventure mémorable. J'ai aimé l'évolution des valeurs : de se voir isolé au début puis comme faisant partie d'une communauté, que l'on vienne d'une ville ou de la ruralité. Vous mentionnez les députés européens : est-ce que vous avez l'impression que les citoyens sont demandeurs d'interaction avec l'UE ?

Gwendoline Delbos-Corfield souligne l'importance du travail avec la société civile dans les pays membres de l'Union européenne au sein desquels les valeurs de l'Union européenne ne sont pas respectées. Elle pointe certains États, comme la République Tchèque, Malte, la Grèce, la Pologne ou la Hongrie. Dans ces pays, la société civile associe les valeurs européennes de démocratie, de paix, de pluralité, de liberté de la presse etc. aux institutions de l'UE. L'exemple des familles homoparentales hongroises est particulièrement évocateur : sans l'UE, porter un message revendiquant l'existence de ces familles en Hongrie serait très compliqué voire impossible, et même dangereux. La transposition de la directive sur la protection des lanceurs d'alerte a été instrumentalisée par le pouvoir hongrois : cette loi invite désormais les civils à dénoncer les familles homoparentales rencontrées lors de leurs activités professionnelles, ou encore de dénoncer les personnes critiquant la constitution ou en donnant une version historique différent de la version officielle. Toutes ces inquiétudes dans l'Union européenne ne sont pas sans rappeler l'actualité française. En effet, la police française fait face à de nombreuses polémiques, tout comme la politique de financement des associations. Dans ce cadre, les associations européennes qui se veulent contre-pouvoir semblent dans l'impasse et ont besoin de plus que du soutien des institutions

européennes : elles ont besoin que les procédures d'infraction soient réellement efficaces et aient un réel impact sur la vie des gens.

Léna Roche : Vous avez bien expliqué le développement très inquiétant qu'il y a dans certains pays. Face à ces valeurs en danger, est-ce qu'il y a assez de moyens alloués par l'UE pour permettre le passage à l'action ?

Valérie Drezet-Humez relève l'ancrage territorial des valeurs par le biais des programmes européens. En cas de violation des valeurs, il est possible d'activer l'article 7 du Traité sur l'Union Européenne, ce qui a été fait à l'encontre de la Pologne et de la Hongrie. De plus, en vertu du mécanisme de conditionnalité, les fonds peuvent être bloqués en cas de mauvaise utilisation ou d'atteinte aux valeurs fondamentales. Ces sanctions financières sont actuellement mises en œuvre: un blocage des fonds à l'encontre de la Hongrie en raison, entre autres, de l'atteinte à la liberté de la presse, ainsi que des astreintes financières envers la Pologne suite aux mesures visant les juges. Plus récemment, des recommandations ont été faites à l'égard de la France concernant la transparence de la liberté de la presse.

Léna Roche : vous parliez de boîte à outils. Où voyez-vous la mission de l'université pour la transmission de ces valeurs et leur incarnation ?

La difficulté principale soulevée par **Monica Martinat** est que les difficultés rencontrées dans les différents États-membres sont différentes selon les pays. Cependant, dans toute l'Europe le terme de communauté tend à prendre de l'importance, avec une articulation difficile des valeurs autour de ce concept. La citoyenneté européenne devient alors plus un passeport qui permet de faire du tourisme en Europe et d'aller voir si quelque part ce ne serait pas un petit peu mieux, plutôt qu'un lien entre les populations européennes. Ce lien est aussi mis à mal par les tensions autour de la guerre en Ukraine : à l'Ouest se répand le sentiment que l'on prend trop de risques en apportant une telle aide militaire, tandis qu'à l'Est l'aide de l'Ouest semble trop peu importante au vu du danger. Ce débat est d'autant plus complexe que la construction européenne s'est faite sur une idée de paix. Dans ce débat complexe, l'universitaire souligne l'interdépendance des valeurs européennes, et elle les complète avec une idée de promotion et de sauvegarde de la paix.

Léna Roche : À chaque fois une première valeur ressort, celle que l'on défend le plus dans son quotidien, celle avec laquelle on travaille le plus. C'est intéressant que l'on ne se contente pas de ces 6 valeurs mais que l'on regarde le lien entre elles et que l'on en ajoute une septième : la paix. Qu'est-ce que vous voyez comme défi dans la défense des valeurs dans ces prochaines années ?

Pour **Sophie Louaugrant**, ce qui existe autour des valeurs européennes est à préserver, tout en l'améliorant. De plus, la conditionnalité des différents financements européens lui apparaît comme nécessaire. Le rôle des universités est primordial : elles sont le lieu de la discussion autour des sujets européens. La présentation de programmes européens doit aller plus loin qu'une simple énonciation de guichets de financement pour partir à l'étranger. Il faut montrer que les programmes comme Erasmus permettent de mettre en place des projets de recherche académique ainsi que des formations. Les projets de recherche contribuent à la construction européenne, mais aussi à la construction de l'identité européenne. Pour cette universitaire, les réseaux citoyens sont le cœur du moteur de la construction européenne. Il arrive trop souvent dans certains pays européens comme dans la ruralité française que les droits des femmes soient remis en cause. Pour reprendre

l'exemple du projet entre la Catalogne, la France et la Grèce ; grâce à l'Europe ouvrira un centre rural pour les droits des femmes en Grèce. Il ne faut pas considérer les valeurs européennes comme acquises, il faut s'en occuper au jour le jour.

Léna Roche : Les valeurs ne doivent pas être considérées comme acquises. Il faut s'en occuper au jour le jour et à tous les niveaux : au niveau de l'enseignement à l'université mais pas que, même beaucoup plus tôt, de façon vivante à travers des échanges, Erasmus, des évènements.

Face à cette question, **Monica Martinat** se questionne sur les échanges et leur signification. Comment articuler la citoyenneté avec un service civique, avec les inégalités ? Il y a besoin de symboles à travers lesquels on pourrait se reconnaître, une identité commune autour des valeurs européennes. Cela passe aussi par une présence institutionnelle.

Léna Roche : Cela veut peut-être dire qu'il faudrait un symbole plus fort. Est-ce que vous êtes confrontées au manque de séduction des valeurs européennes chez certains citoyens ?

Gwendoline Delbos-Corfield estime, d'après son expérience, que l'Union européenne reste abstraite pour beaucoup de citoyens. C'est notamment le cas en France où l'échelon national compte beaucoup contrairement à l'échelon européen. Les notions européennes sont également abstraites en Pologne, où la définition majoritaire de la démocratie correspond à la force de la majorité, quand l'Union appuie sur les droits des minorités. Du côté de la Hongrie, on relève un réel problème de désinformation mis en place par le gouvernement depuis de nombreuses années, ce qui engendre une vision totalement faussée de l'Union, de ses idées et de ses politiques. Il faudrait éduquer bien plus tôt sur ce qu'est la démocratie européenne et les droits qui en découlent : tout le monde peut s'y intéresser si on trouve les bons moyens. L'eurodéputée relève un problème : au Parlement européen ce n'est pas toute la population qui est représentée mais ceux qui votent, ce qui est bien distinct. Or, si cela peut convenir sur le plan économique, ce n'est pas la même chose lorsqu'on en vient aux valeurs.

Léna Roche : Beaucoup de questionnements et de grands défis. Le premier est l'éducation qui relève d'une question nationale. Par rapport à ça, est-ce qu'il y aurait intérêt de faire évoluer dans l'enseignement et la communication pour combattre la désinformation sur l'UE et pour mettre en valeur ce qui est fait par l'UE et qui n'est pas forcément connu ?

D'après **Valérie Drezet-Humez**, il reste beaucoup à faire autour de ces questions. La notion d'appartenance est centrale dans la promotion des valeurs européennes. Elle partage son souvenir du jour où l'Union européenne a obtenu le prix Nobel de la paix : aller travailler tous les jours n'était pas synonyme d'aller au front pour défendre la paix. Ce prix a permis une certaine mythification de son travail. Il faut donc trouver une mythification de l'Union et de ses valeurs qui pourrait permettre de donner vie à ce sentiment d'appartenance. Erasmus peut en être un vecteur, en tant que programme d'éducation pour tout le monde et tout au long de la vie. L'appartenance à cet ensemble passe alors par des rencontres et des opportunités.

Donner vie aux valeurs européennes passe aussi par une démocratie vivante, quel que soit le positionnement politique des citoyens. Une démocratie vivante et alerte suppose un accès à une éducation de qualité, une éducation aux médias, une qualité des médias. Par



Parlement européen
Bureau de liaison
à Marseille



exemple, la commission européenne forme actuellement les journalistes de France tv aux questions européennes.